

Le rôle de la Banque Mondiale: un instrument de développement où pression?

A decorative graphic consisting of several horizontal lines in various colors (yellow, blue, orange, red) stacked on top of each other.

Séminaire International “Les réformes économiques dans les pays arabes en transition : le rôle des IFIs”
Tunis, 1er Décembre, 2014

Andrés Pizarro

Table de Matières

- **Introduction**
- **Les débuts**
- **Structure et gouvernance**
- **Déconstruction d'un schéma de pression**
- **Conclusions**

Introduction

La Banque mondiale (BM ou WBG en anglais pour World Bank Group) est l'un des organismes spécialisés des Nations Unies.

Son but officiel est de réduire la pauvreté grâce à des prêts à faible taux d'intérêt, des prêts à taux zéro et du soutien économique aux pays en développement.

Il a été créé en 1944 et son siège se situe dans la ville de Washington, Etats Unis

Les débuts

Projet d'origine de l'administration Roosevelt :

- Banque de développement des Nations unies : fournir des fonds pour investir et empêcher les récessions, la reconstruction de l'Europe et le développement. Cela devait aider à stabiliser les prix des matières premières.
- Fonds monétaire des Nations unies : stabiliser les taux de changes. Abandon du contrôles des changes et subventions aux exportations.

Les débuts

Projet original

- Propre monnaie : *UNITAS*
- Stabilisation du prix des matières premières
- Devait prêter ses fonds propres
- Dépendance des Nations unies

Projet final

- Dollar
- Abandon de la stabilisation du prix des matières premières
- Levée de fonds sur les marchés financiers
- Haut degré d'indépendance à l'égard des Nations Unies

Roosevelt a dû trouver un compromis avec l'opposition républicaine au Congrès Maison Mère à Washington et non à New York

Répartition des votes en 1947 : Etats unis 34.23%, Royaume Uni 14.17%. Les 13 pays capitalistes les plus avancés réunissent 70% des votes. Amérique latine 8.38% et Afrique 2.34%

L'URSS se retire en indiquant que la Banque n'est qu'un instrument des Etats Unis.

Les débuts

- Priorité à la reconstruction de l'Europe, le développement est subsidiaire
- Méfiance à l'égard de la direction d'origine (White, Morgenthau et Collado)
- Le remplacement par l'équipe de Wall Street a modifié la relation avec le monde financier. Le premier prêt de Wall Street (McCloy) est obtenu.
- Dès 1949, l'Inde propose la création d'une nouvelle institution avec une représentativité équitable. Les prêts pour le développement étaient inexistants et très onéreux.
- Les Etats Unis font une contre-proposition avec la création de la SFI et de l'AID. Aucune des deux ne correspondaient vraiment aux exigences des Pays en développement.

Structure et Gouvernance

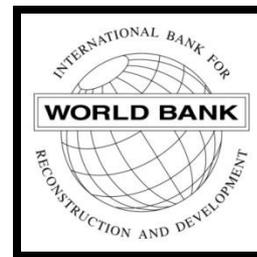
LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Composé de:

La Banque Mondiale (IBRD et IDA), la Société Financière Internationale (SFI), l'Agence multilatérale de garanties des investissements (MIGA), et le Centre international de règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI)



Structure et Gouvernance



La Banque Internationale de Reconstruction et de Développement (BIRD)

Fondée en 1944 | 188 Membres

Prêts cumulés : \$571.0 milliards (en 2005, incluant les garanties)

En 2012 : \$20.6 milliards sur 93 nouvelles opérations dans 38 pays.

La fonction de la banque consiste essentiellement à faciliter l'accès à des volumes de capitaux importants dans des conditions plus favorables aux prêteurs

Les prêts de la BIRD sont accordés aux pays aux revenus moyens (supérieurs à 925 dollars par habitants)

Prêts à 15 / 20 ans, avec une période de grâce de 5 ans

Les intérêts sont faibles car la BIRD est notée AAA et le capital provient du marché financier.

Structure et Gouvernance



ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT (AID)

Fondée en 1960 | 172 Membres

Prêts cumulés : \$252.2 milliards (en 2005, incluant les garanties)

En 2012 : \$14.8 milliards sur 160 nouvelles opérations dans 49 pays

Se concentre sur la concession de crédits dans des conditions plus « concessionnelles » aux pays dont le revenu annuel par habitant est inférieur à 925 dollars

Les prêts sans intérêts de l'AID ont un délai de remboursement de 35 à 40 ans avec une période de grâce de 10 ans.

Le financement de l'AID provient d'une association de donateurs

Structure et Gouvernance



SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE (SFI)

Son objectif est de promouvoir le développement du secteur privé.

- Elle investit dans les entreprises privées des pays en développement et fournit des prêts à long terme, des garanties et des services de gestion des risques et de conseil à ses clients
- Se concentre sur les régions et secteurs qui ne reçoivent pas suffisamment d'investissements de sources privées

Structure et Gouvernance



L'agence multilatérale de garanties des investissements (MIGA)

La MIGA contribue à la promotion de l'investissement étranger dans les pays en développement en fournissant des garanties aux investisseurs étrangers contre les pertes occasionnées par les risques non commerciaux, comme l'expropriation, la non convertibilité des monnaies et les restrictions de transferts, les guerres et troubles civils, etc.

De plus, la MIGA apporte une assistance technique pour aider le pays à diffuser de l'information sur les opportunités d'investissement.

L'organisme offre également, à la demande des parties, des services de médiation, dans les différends relatifs aux investissements

Structure et Gouvernance



Le Centre International de Règlement des Différends Relatifs aux Investissements (CIRDI)

Le CIRDI contribue à la promotion des investissements étrangers en proposant des services internationaux de conciliation et d'arbitrage des différends relatifs aux investissements et aide ainsi à créer un climat de confiance mutuelle entre les pays et les investisseurs étrangers.

Des services d'arbitrage du Centre ont été prévus dans de nombreux accords internationaux relatifs aux investissements. Le CIRDI développe également des activités d'investissement et compile des publications relatives à la législation sur l'arbitrage et l'investissement étranger.

Structure et Gouvernance

La Gouvernance de la Banque mondiale

Les actionnaires de la BM sont ses pays membres. Ces actionnaires sont représentés par une assemblée des gouverneurs.

Ils se réunissent une fois par an dans les réunions annuelles de l'assemblée des gouverneurs du Groupe de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International

Les gouverneurs délèguent des responsabilités spécifiques à 24 directeurs exécutifs qui travaillent au siège de la Banque.

Structure et Gouvernance

La Direction Exécutive

Un président est élu par l'Assemblée des gouverneurs pour une période de cinq ans renouvelables. Par usage, l'Administration des Etats Unis désigne le Président.

Les actionnaires désignent les directeurs exécutifs pour former un directoire de 24 membres présidé par le Président.

Le directoire exécutif et le Président de la Banque mondiale (qui joue le rôle de Président du directoire) sont chargés de conduire les opérations générales de la banque, de surveiller ses travaux quotidiens et de mener à bien ses devoirs en conformité avec les habilitations concédées par l'Assemblée des gouverneurs.

Structure et Gouvernance

| Nom | Durée du mandat | Curriculum |
|------------|-----------------|---|
| Meyer | 1946 | Banquier d'affaires à Wall Street, éditeur du Washington Post |
| McCloy | 1947-1949 | Directeur du Chase National Bank |
| Black | 1949-1962 | Vice president du Chase Manhattan |
| Woods | 1963-1968 | President de First Boston |
| McNamara | 1968-1981 | Ford, Ministre de la défense |
| Clausen | 1981-1986 | Bank of America |
| Conable | 1986-1991 | Membre du Congrès. Commission bancaire d Congrès |
| Preston | 1991-1995 | President de JP Morgan and Co. |
| Wolfensohn | 1995-2005 | Banco Schroder, Solomon Brothers, J. Wolfensohn Inc. |
| Wolfowitz | 2005-2007 | Ambassadeur, Ministère des Affaires étrangères, Vice Ministre de la Défense |
| Zoellick | 2007-2012 | Fannie Mae, Goldman Sachs, Représentant des Etats Unis au commerce, sous secrétaire des relations extérieures |
| Kim | 2012- | OMS, Dartmouth College |

Structure et Gouvernance

Répartition des droits de votes

| Pays | % | Groupes de pays | % | Groupes de pays | % |
|-----------------|-------|-----------------|------|-----------------|------|
| Etats unis | 16.39 | Guinée-Bissau | 1.99 | Corée du Sud | 3.45 |
| Japon | 7.87 | Belgique | 4.80 | Burundi | 3.41 |
| Allemagne | 4.49 | Pays Bas | 4.46 | Indonésie | 2.54 |
| France | 4.30 | Espagne | 4.50 | Koweït | 2.91 |
| Royaume uni | 4.30 | Italie | 3.50 | Suisse | 3.04 |
| Arabie Saoudite | 2.78 | Canada | 3.85 | Brésil | 3.59 |
| Chine | 2.78 | Islande | 3.34 | Inde | 3.40 |
| Russie | 2.78 | Algérie | 3.19 | Pérou | 2.32 |

Pour les changements de statuts une majorité de 85% est nécessaire. Les Etats unis ont un droit de veto de fait

Structure et Gouvernance

Structure de l'organisation

L'organisation a des bureaux dans 109 pays et plus de 10 000 employés (membres du Staff et environ 5000 autres qui travaillent de manière temporaire ou comme consultants)

Environ 2000 employés se trouvent les bureaux extérieurs et les autres se trouvent au siège de Washington DC.

Déconstruction d'un schéma de pression | influence des USA

Influence dans la construction de l'institution : négociations de Bretton Woods, autonomie des Nations unies

Veto des USA : droits de vote de 35% à l'origine, 25.5% en 1987 et 16.39% en 2002. Le changement de statuts est passé de 80 à 85%.

Nationalité du Président

Instrument de la politique extérieure des Etats Unis :

- Le cas du prêt de reconstruction de la France et le PCF
- Le projet d'Assouan en Egypte
- Le Nicaragua de Somoza et Sandiniste
- Chili 1970-1973
- Dictature du Brésil 1965-1985
- L'aide à Mobutu au Congo
- La reconstruction de l'Irak et de l'Afghanistan
- L'influence des prêts sectoriels : réduction des prêts pour la sidérurgie en Inde et au Pakistan 1987, opposition à un prêt de la SFI pour la sidérurgie brésilienne et pour le cuivre au Chili. Blocage d'un prêt pour restructurer le secteur au Mexique.

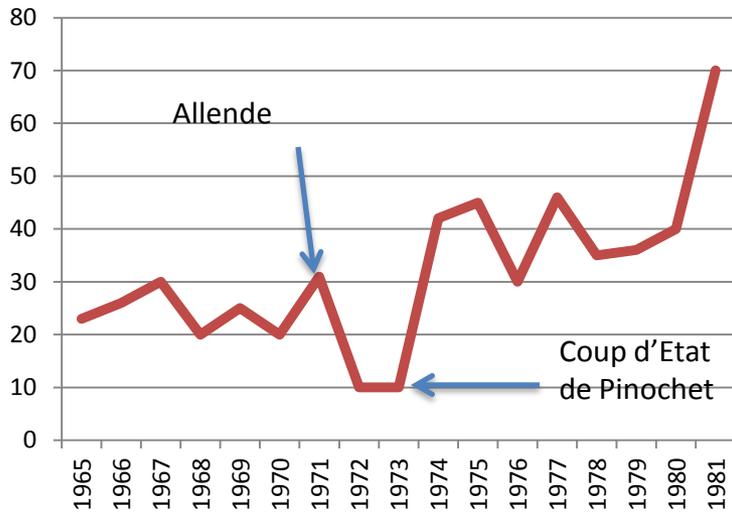


Instrument de la
politique
extérieure des
USA?

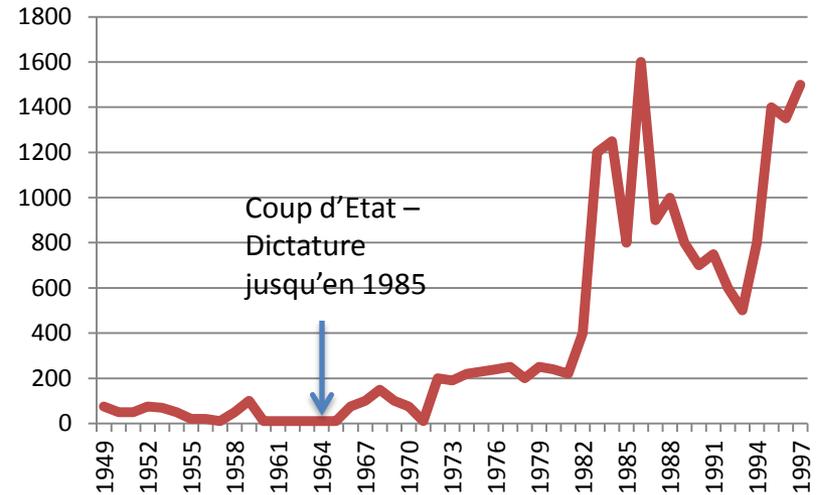
Histoire des prêts au Chili, Nicaragua, Brésil, RDC

En Millions de dollars

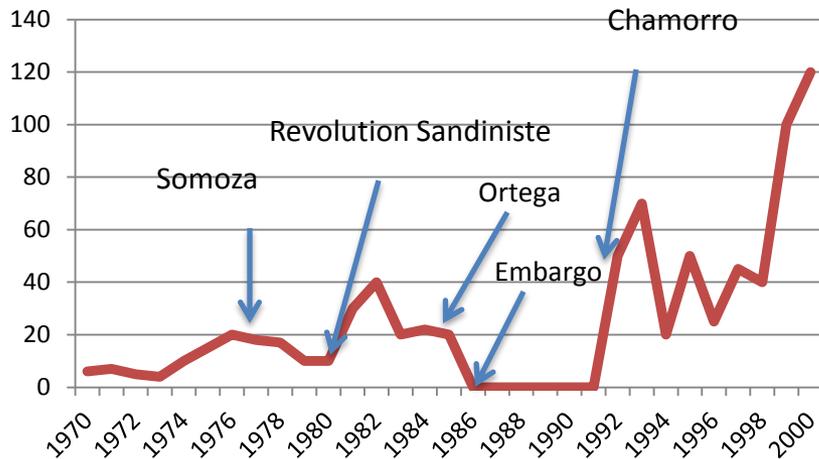
Chile



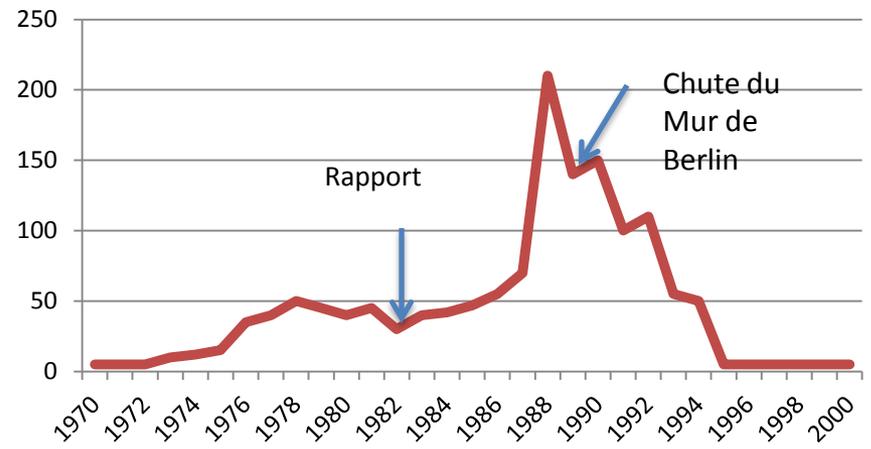
Brasil



Nicaragua



Congo



Déconstruction d'un schéma de pression | matrice idéologique de la banque mondiale

Dominée depuis le début par les économistes néoclassiques dont la théorie ne dit rien des pays en développement

Prédominance de Henscher-Olin (avantages comparatifs), Rostow, modèle du double déficit de Chenery Strout : en fait, tout un schéma théorique pour justifier de la nécessité pour les PED de recourir au financement extérieur et à l'ouverture commerciale

Le cadre final serait :

- investissement extérieur
- privilégier les exportations
- « le déversement » ou « trickle down effect » pour combattre la pauvreté (l'inégalité n'existe plus après 1982)

Avec la crise de la dette :

Nationalisation de la dette privée

Réduction de la dépense publique

Vente d'actifs (privatisation d'entreprises publiques)

Introduction des PPP et IDE généralisée

Non reconnaissance de la dette des puissances coloniales

Appui aux dictatures, avec ou sans pression des USA.

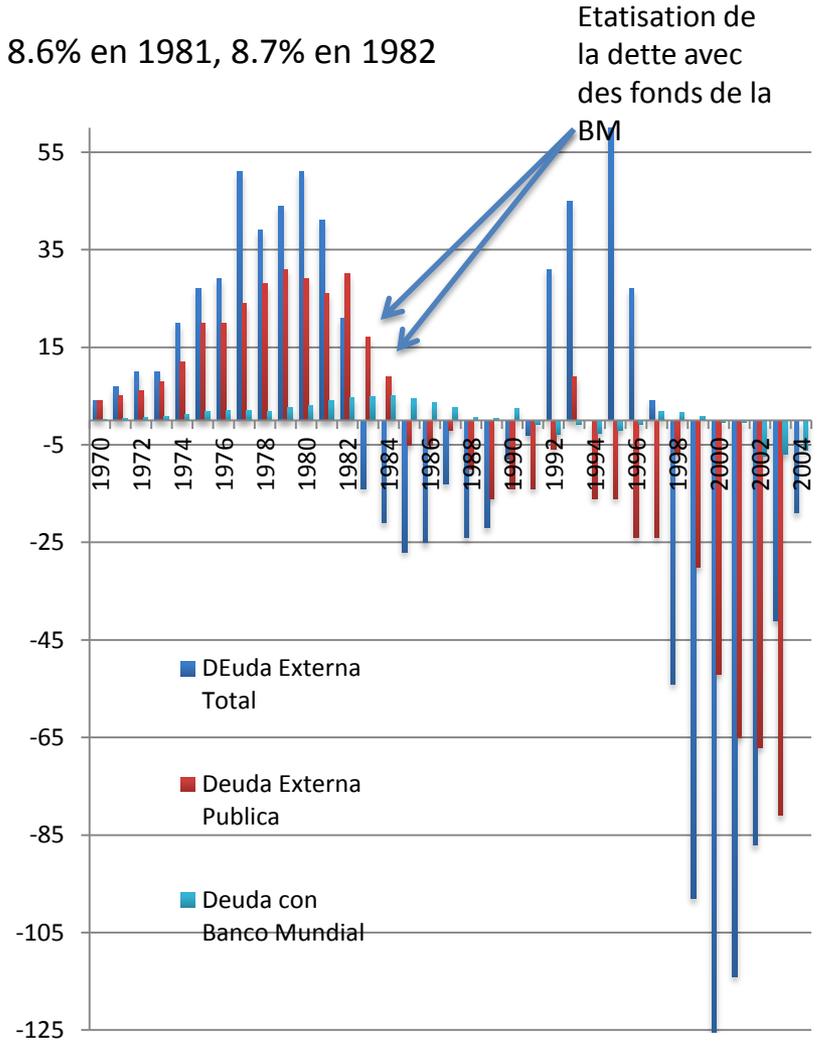
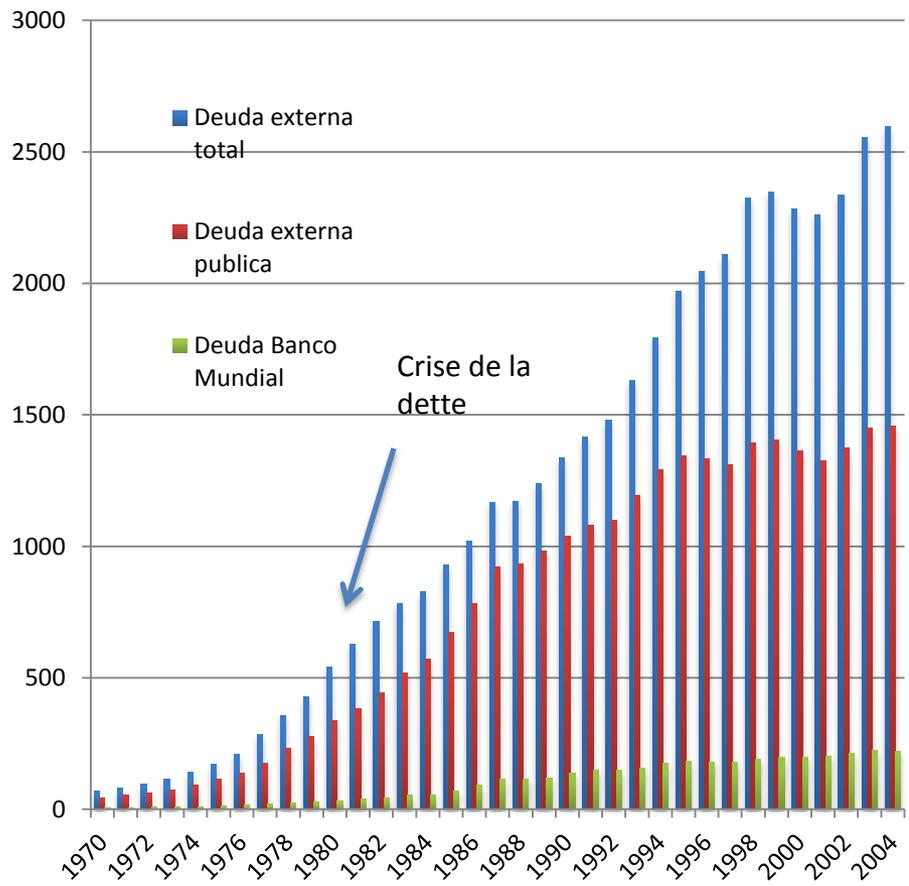


Problème clair de conflits d'intérêts

Dette des PED | période 1970-2004

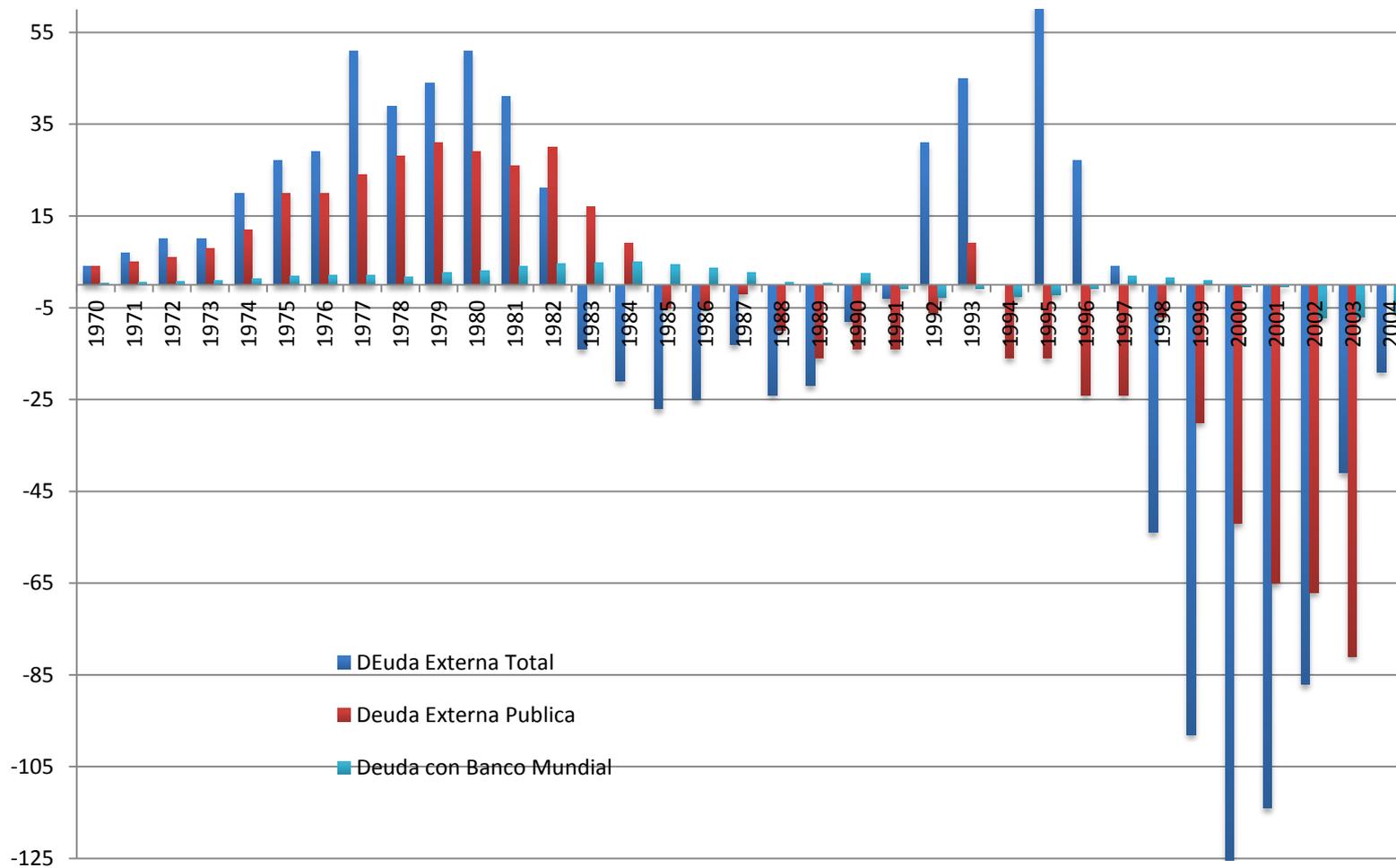
Milliards de dollars

Taux d'intérêts: -1.3% en 1975, 1.1% en 1976, 0.3% en 1977, 8.6% en 1981, 8.7% en 1982



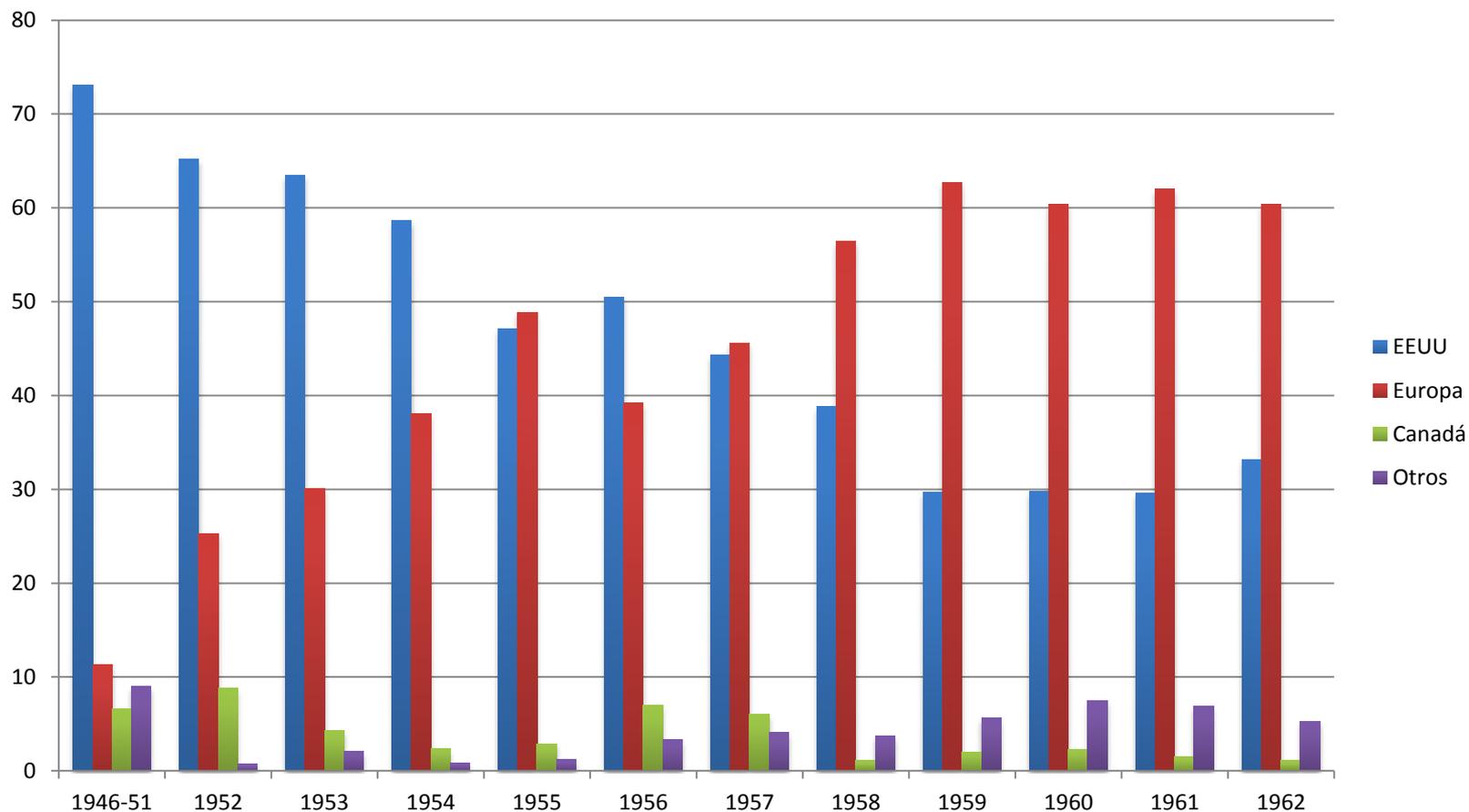
Transferts nets dans les PED | Periode 1970-2004

Milliards de dollars



Répartition géographique des dépenses réalisées avec les fonds prêtés par la BM / période 1946-1962

Milliards de dollars



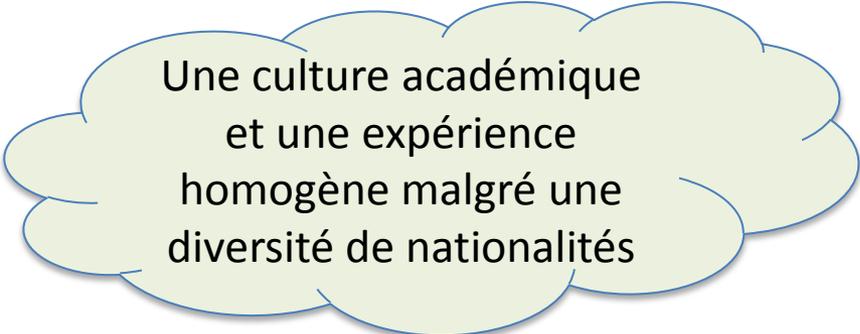
Déconstruction d'un schéma de pression / staff

Plus de 50% du staff vient du continent américain

Le staff est recruté dans les mêmes universités : congolais de Harvard, chiliens de l'université de Chicago

La grande majorité réside aux USA et est influencée par son environnement culturel

Le personnel expatrié ne vit pas plus de 3 ans dans un pays
Le personnel qui voyage ne reste pas beaucoup de temps dans chaque pays



Une culture académique
et une expérience
homogène malgré une
diversité de nationalités

Déconstruction d'un schéma de pression | Implémentation

Stratégie d'assistance au pays

on définit le montant et les secteurs

vision du pays par la BM

Préparation et approbation du prêt (assistance)

on conçoit le prêt, le montant et la modalité d'intervention

document de projet. vision du secteur par la BM

Exécution et supervision du prêt

On conçoit les appels d'offre d'investissement et les études

document d'appel d'offre. Mécanismes de sauvegarde environnementale et sociale de la BM

Déconstruction d'un schéma de pression / les prêts

Prêts d'investissement pour projets (investment Loans) : routes, assainissement de l'eau, santé, etc. Destinés au ministère concerné

Prêts d'ajustement sectoriels (Development Policy Loans, DPL) : destinés à un secteur, pour financer un programme, destiné au ministère concerné ou au Trésor

Prêts pour la lutte contre la pauvreté : Poverty Reduction and Growth Frameworks (PRGF). Ce sont des prêts destinés au Trésor pour financer un programme de l'économie globale. Inclut des changements structurels et des objectifs.

Prêts structurels : prêts destinés au Trésor pour financer un projet d'ajustement structurel. Avec des conditions alignées sur le Consensus de Washington.

Déconstruction d'un schéma de pression / études

Economic Sector Work (ESW) : études techniques sectorielles

Flagships régionaux : études sur une région en général sur un thème spécifique : prix des *commodities*, livraisons, systèmes de retraite, etc.

Etudes de la dépense publique : formation, exécution, budgétisation

Doing Business o Investment Climate Assessment : analyse du climat des affaires pour les entreprises privées

Notes politiques : document pour justifier la Strategie d'Assistance Pays (Country Partnership Stratégie)

Déconstruction d'un schéma de pression / conventions de prêts et conditions

Conditions de prêt : initialisation, implémentation, résultats

Réglementation des acquisitions : on empêche le développement de la capacité institutionnelle nationale avec des schémas identiques à tous les pays, on ne fait aucun cas des conditions des marchés locaux, on impose les mêmes conditions dans tous les pays.

Normes environnementales et sociales : on empêche le développement de la capacité institutionnelle nationale avec des schémas identiques à tous les pays, on impose des schémas peu adaptés aux réalités locales.

Déconstruction d'un schéma de pression | normes

Entreprises de construction / de biens :

Pas de préférence nationale

Ratio endettement / actifs, garanties bancaires

Cabinets de conseil :

Nécessité d'une short list

Pas plus de deux entreprises nationales dans la short list

Préférence de sélection sur la qualité et le coût

Déconstruction d'un schéma de pression | agences de promotion du secteur privé

SFI :

- Finance les études de viabilité de l'investissement étranger. Propose des codes d'investissement, des lois de concession, des traités bilatéraux. Suggère la répartition des risques
- est investisseur ou partenaire d'investissement dans les PED

MIGA :

Garante des risques

Offre des garanties aux partenaires de la SFI

CIRDI :

Tribunal pour la défense des intérêts de l'investisseur

Conclusions

Influence des USA : la force des USA dans le directoire, les us et coutumes, l'hégémonie culturelle de l'institution, lui permettent de l'utiliser comme un instrument de politique extérieure

L'idéologie : la prépondérance des pays créanciers dans le Directoire, l'influence de Wall Street et les PROPRES intérêts de la Banque en font un représentant des créanciers et non une agence de développement des PED.

Conception de l'assistance : au travers des prêts de la Banque on tente d'imposer sa vision du développement. Celle-ci est marquée par les intérêts, l'idéologie, la culture, et l'influence académique de son staff – néoclassique. Cette vision s'impose à travers de documents d'études, d'expertise ou de conditions des conventions de prêts.

Exécution de l'aide : l'exécution se réalise en utilisant les règles des acquisitions, d'administration financière, de garanties environnementales et sociales imposées par la Banque. Ces règles ne sont pas adaptés à tous les pays et empêche un développement institutionnel propre.

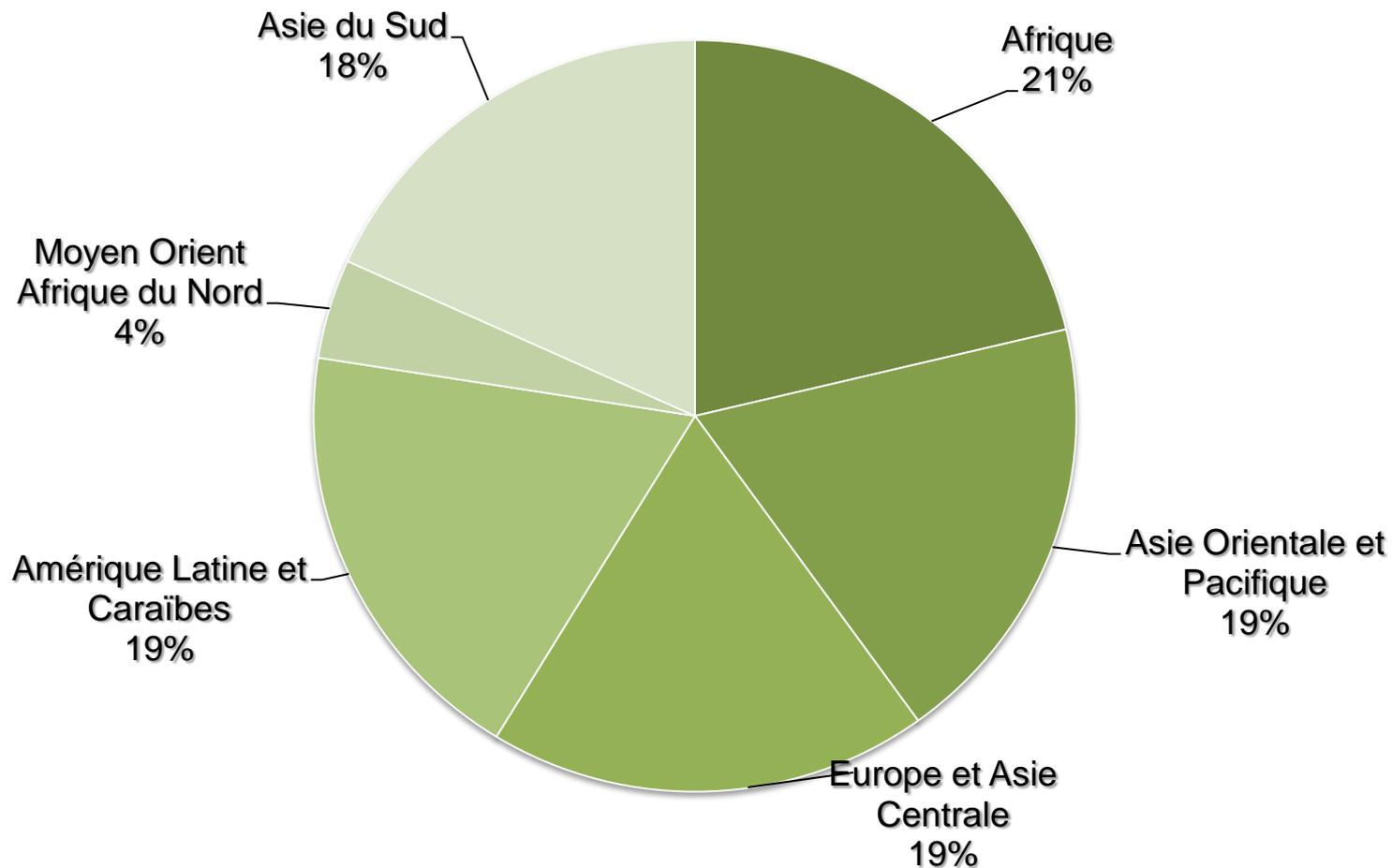
Année 2012

En 2012, la BIRD a signé des contrats pour 20.6 milliards de \$ (93 nouvelles opérations dans 38 pays). C'est plus que la moyenne de 2005-2008 (135 milliards de \$)

L'AID a engagé 14.8 milliards de \$ (160 nouvelles opérations dans 49 pays)

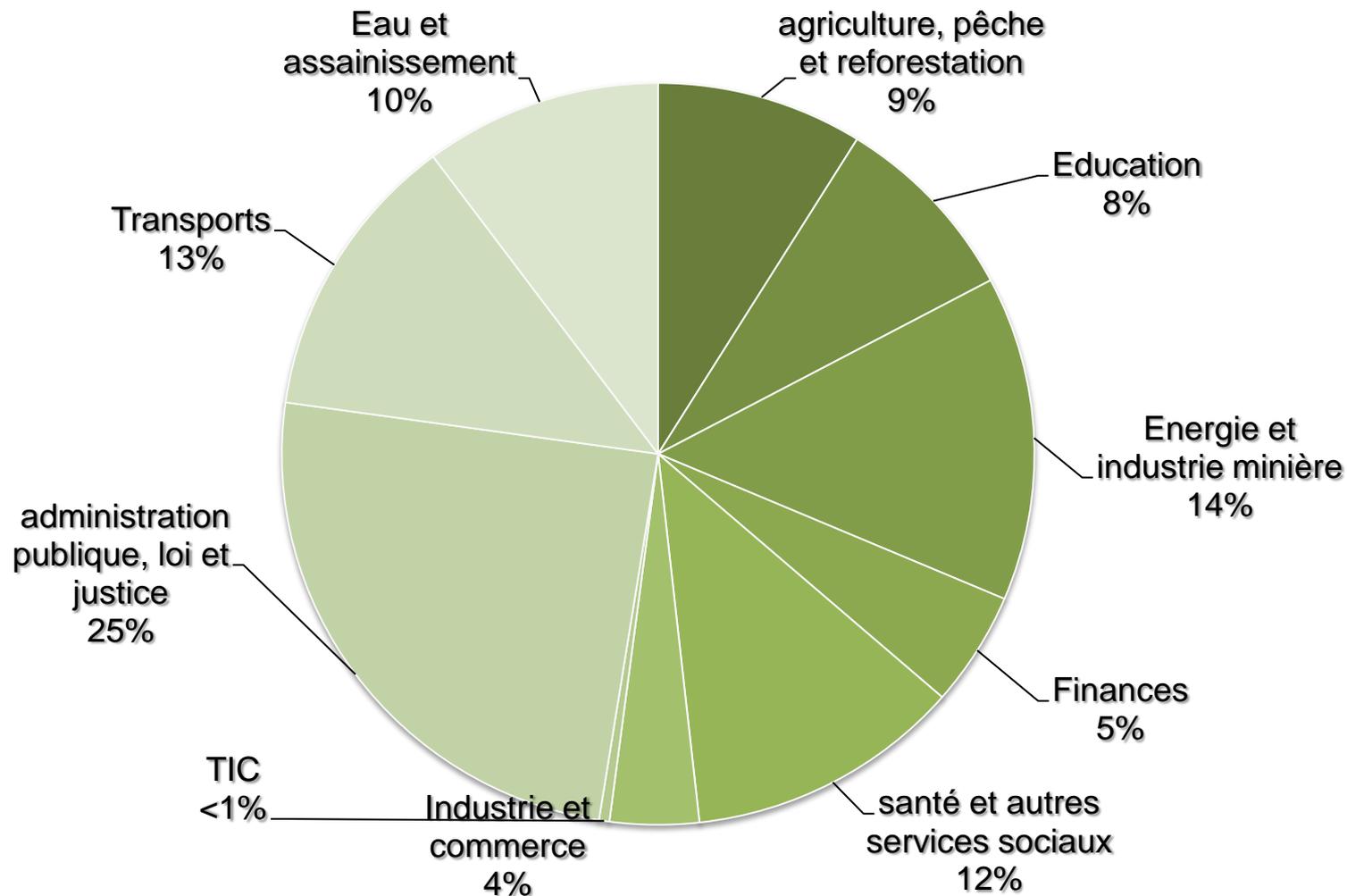
BIRD et AID par Region | Année 2012

Répartition du total des prêts (35.3 milliards de \$)



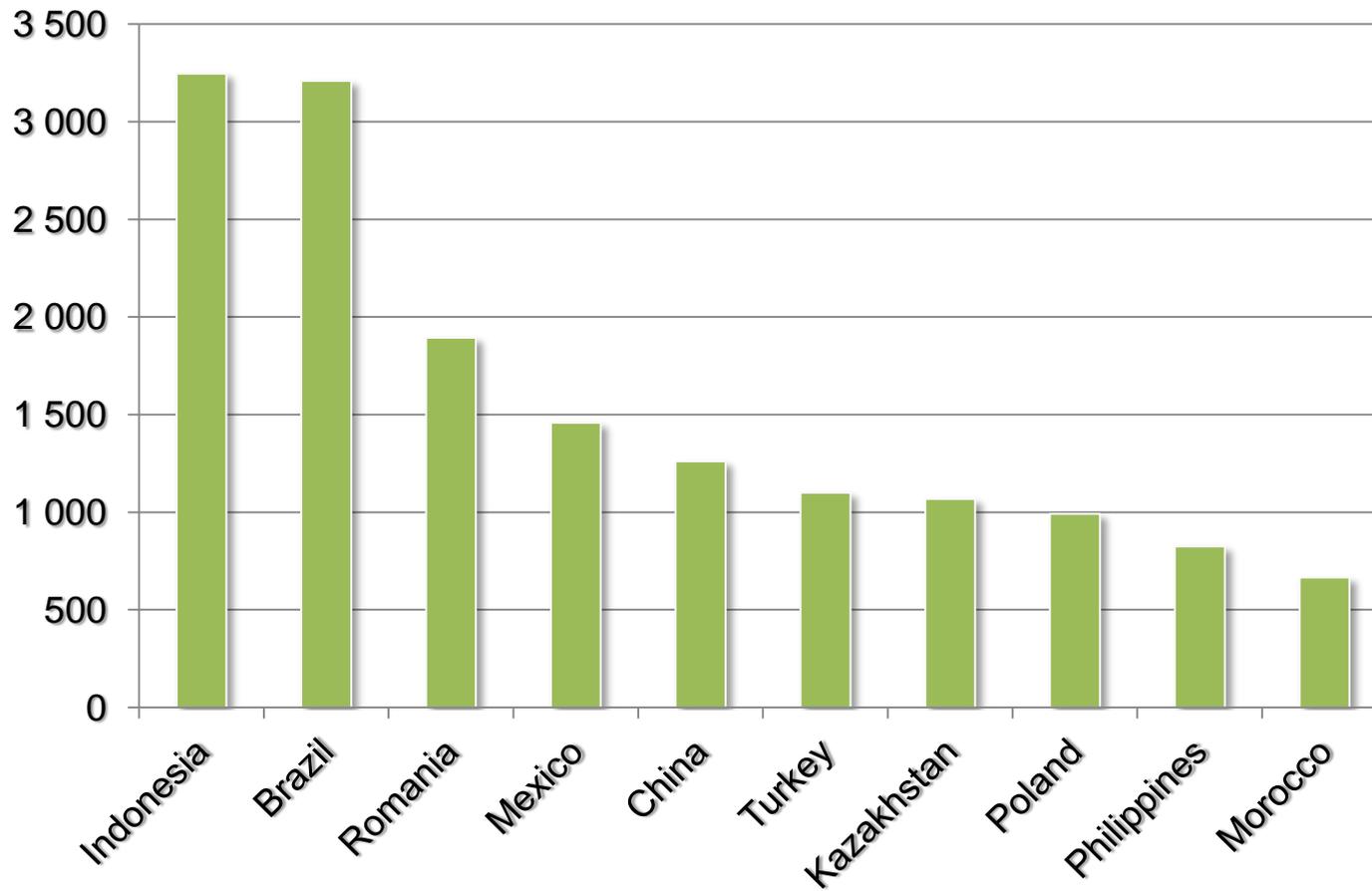
BIRD et AID par Region | Année 2012

Répartition du total des prêts (35.3 milliards de \$)



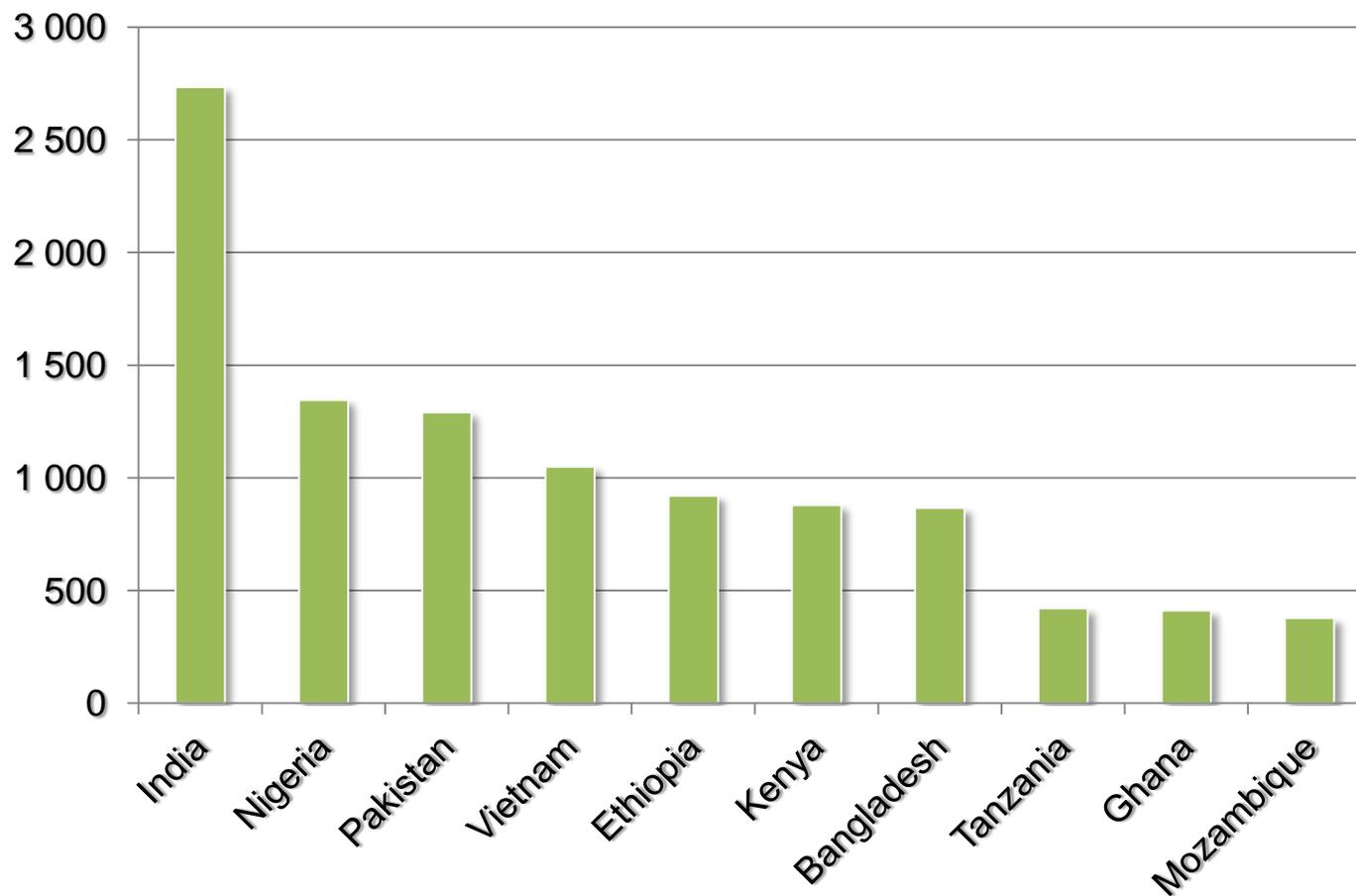
BIRD: Les 10 principaux emprunteurs | Année 2012

Milliards



AID: Les 10 principaux emprunteurs | Année 2012

Milliards



Merci beaucoup!

apizarro@cetramm.org